

# DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES



*Commune de CERVIERES*

## ***PLAN LOCAL D'URBANISME***

### ***4-1 : Servitudes d'Utilité Publique***

***Arrêté, par délibération du Conseil Municipal du :  
5 mars 2020***

***Approuvé, par délibération du Conseil Municipal du :  
29 juillet 2021***

*Le Maire  
Jean-Franck VIOUJAS*

**4. ANNEXES**

Juillet 2021

PLU approuvé



**Atelier d'urbanisme et environnement CHADO**

1 impasse du muséum

05000 GAP

☎ : 04.92.21.83.12 / 06.83.90.29.62

[atelierchado@orange.fr](mailto:atelierchado@orange.fr)

# DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES



*Commune de CERVIERES*

## ***PLAN LOCAL D'URBANISME***

### ***4-1 : Servitudes d'Utilité Publique***

#### ***4-1-1 : Liste des Servitudes publiques***

***Arrêté, par délibération du Conseil Municipal du :  
5 mars 2020***

***Approuvé, par délibération du Conseil Municipal du :  
29 juillet 2021***

*Le Maire  
Jean-Franck VIOUJAS*

**4. ANNEXES**

Juillet 2021

PLU approuvé



**Atelier d'urbanisme et environnement CHADO**

1 impasse du muséum

05000 GAP

☎ : 04.92.21.83.12 / 06.83.90.29.62

[atelierchado@orange.fr](mailto:atelierchado@orange.fr)

**TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE**  
**Commune de Cervières**

<i>Type de servitude</i>	<i>Détail de la servitude</i>	<i>Acte ayant institué la servitude</i>	<i>Organisme gestionnaire de la servitude et adresse</i>
<b>SERVITUDES RELATIVES A LA CONSERVATION DU PATRIMOINE</b>			
<b>Patrimoine Naturel</b>			
<b>Servitude de protection des forêts soumises au régime forestier</b>	Forêt communale de Cervières		<b>ONF- RTM</b> 5 route des silos 05 000 GAP
<b>Servitude relative à la protection des périmètres de captage d'eau potable</b>	Captage du Blétonnet	Arrêté préfectoral n°05-2019-04-02-001 du 02 avril 2019.	<b>ARS PACA 05</b> Parc « Agroforest » 5 rue des Silos BP 40 157 05004 GAP CEDEX
<b>SERVITUDES RELATIVES A LA CONSERVATION DU PATRIMOINE</b>			
<b>Patrimoine culturel</b>			
<b>Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP)</b>	L'AVAP est composée de 3 secteurs : ⇒ Chef-lieu, ⇒ Le Laus, ⇒ Terre rouge	L'AVAP sera approuvée après enquête publique conjointe au présent PLU	<b>SDAP</b> <b>Service</b> <b>Départemental</b> <b>d'Architecture et du</b> <b>Paysage</b>  Cité Desmichels BP 1607 05016 GAP
<b>Zones de protection des Monuments Historiques</b>	Eglise Saint Michel	Inscription à l'inventaire des monuments : 29 mai 1926	
	Cadran solaire, attribué à ZARBULA, situé sur la façade de la maison DELOUIS, figurant au cadastre section AB parcelle n° 203	Inscription à l'inventaire des monuments : 27 juin 1996	
	Téléphérique militaire de Terre-Rouge (recette inférieure, recette supérieure et les dix pylônes)	Inscription à l'inventaire des monuments : antérieur à 1956	
	Maison-ferme, dite maison Faure-Vincent, située rue de la mairie, figurant au cadastre section AB parcelle n° 18	Inscription à l'inventaire des monuments : 11 mai 2011	

<b>SERVITUDES RELATIVES A LA DEFENSE NATIONALE</b>			
<b>Servitudes relatives aux abords des champs de tir</b>	Champ de tir de Gondrans		<b>Ministère de la défense</b> <b>Quartier général Frère</b> <b>BP 41</b> <b>69998 LYON cedex 07</b>
<b>Servitudes relatives aux abords des champs de tir</b>	Champ de tir de l'Izoard		<b>Ministère de la défense</b> <b>Quartier général Frère</b> <b>BP 41</b> <b>69998 LYON cedex 07</b>

# DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES



*Commune de CERVIERES*

## ***PLAN LOCAL D'URBANISME***

### ***4-1 : Servitudes d'Utilité Publique***

#### ***4-1-2 : Plan des Servitudes publiques***

***Arrêté, par délibération du Conseil Municipal du :  
5 mars 2020***

***Approuvé, par délibération du Conseil Municipal du :  
29 juillet 2021***

*Le Maire  
Jean-Franck VIOUJAS*

**4. ANNEXES**

Juillet 2021

PLU approuvé



**Atelier d'urbanisme et environnement CHADO**

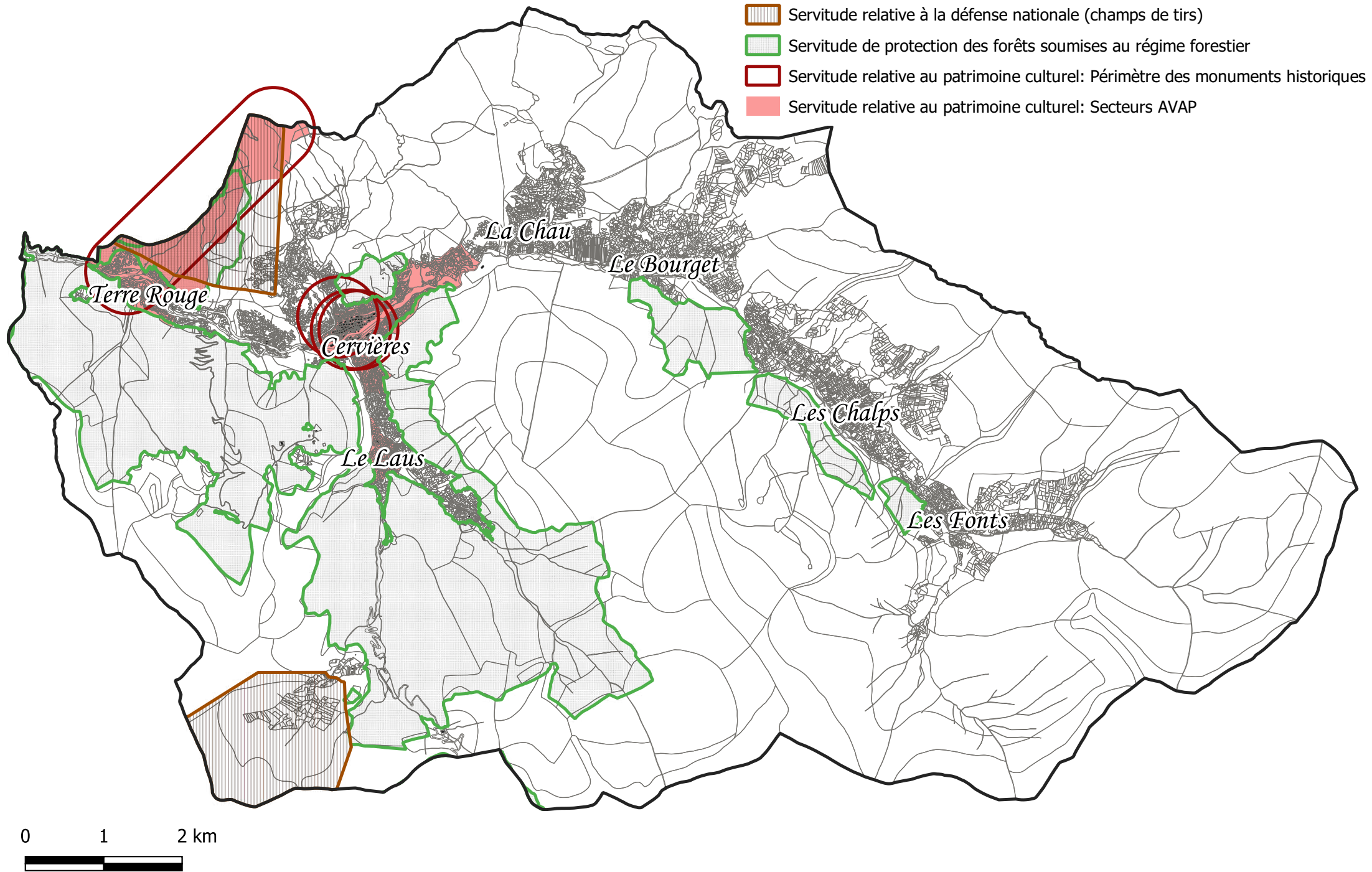
1 impasse du muséum

05000 GAP




☎ : 04.92.21.83.12 / 06.83.90.29.62

[atelierchado@orange.fr](mailto:atelierchado@orange.fr)

# Plan des SUP - Commune de Cervières





-  Servitude relative à la défense nationale (champs de tirs)
-  Servitude de protection des forêts soumises au régime forestier
-  Servitude relative au patrimoine culturel: secteurs AVAP

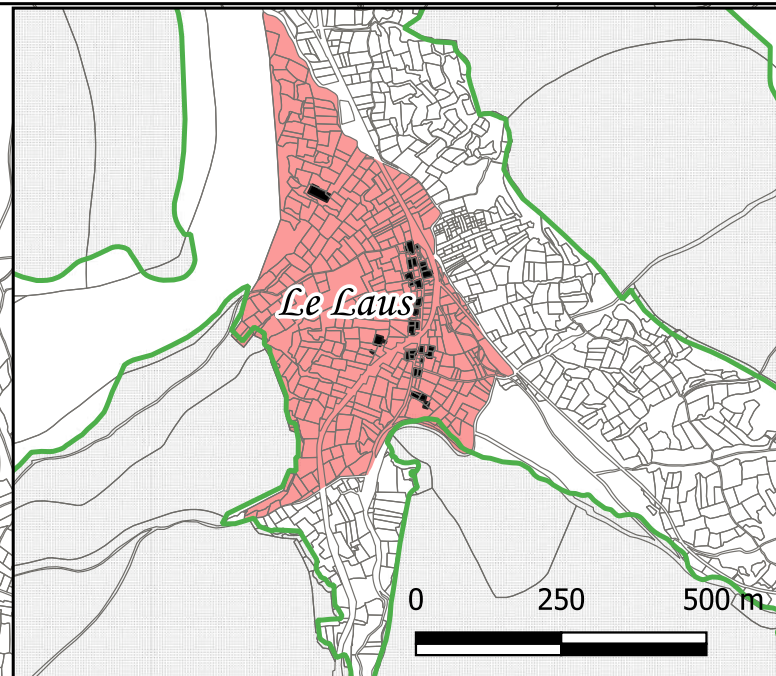
*Terre Rouge*

*Le Laus*

*Cervières*

0 250 500 m

0 250 500 m





## PRÉFÈTE DES HAUTES-ALPES

Agence Régionale de Santé  
Délégation départementale des  
Hautes-Alpes

Service Santé-Environnement

Gap, le **02 AVR. 2019**

Arrêté n° 05-2019-04-02-001

**Objet : Alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune de CERVIERES  
par le captage du Blétonnet.**

**La préfète des Hautes-Alpes  
Chevalier de la Légion d'honneur**

Arrêté portant déclaration d'utilité publique de l'instauration des périmètres des protection

Arrêté portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Arrêté portant Déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement

- VU la Directive 2000/60/CE du parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10, les articles R 1321-1 à R 1321-68 et les articles R 1416-1 et suivants ;
- VU le Code de l'Environnement notamment le livre II ainsi que l'article L 215.13 relatif à la dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles L 214-1 à L 214-6, R214-1 à R214-60 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 211-1 et suivants;
- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code de la Justice Administrative ;
- VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à Déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0 ; 1.2.1.0 ; 1 2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R 214.1 du Code de l'Environnement;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;



- VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 mars 1998 portant sur les travaux de renforcement du réseau d'alimentation en eau potable de la commune de Cervières ;
- VU la délibération de la commune de Cervières en date du 18 septembre 2014 approuvant le projet, son montant et demandant :  
De déclarer d'utilité publique la délimitation et la création des périmètres de protection  
De l'autoriser à :  
→ délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine  
→ prélever l'eau dans le milieu naturel au titre du Code de l'Environnement
- VU le protocole départemental du 04/04/2014 entre l'état et l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur,
- VU le rapport de l'hydrogéologue agréé, monsieur Thierry Monier, en date du 06 novembre 2016 ;
- VU l'avis du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur en date du 22 janvier 2018 ;
- VU l'avis du Directeur Départemental des Territoires en date du 26 juin 2018 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2018-DPP-CDD-28 du 10 août 2018 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 11 octobre 2011;
- VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 14 mars 2019 ;

**CONSIDERANT** qu'il importe de préserver la santé des usagers notamment en matière d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine et que la mise en place des périmètres de protection constitue l'un des éléments concourant à ce but ;

**CONSIDERANT** que les besoins en eau potable destinée à l'alimentation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés;

**CONSIDERANT** que le projet améliorera la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

**SUR proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur :**



# A R R E T E

## Ressource en eau

### **Article 1er : Déclaration d'Utilité Publique**

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de Cervières :

- L'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiate ;
  - L'institution des servitudes dans le périmètre de protection rapproché ;
- en vue de la mise en conformité du captage du Blétonnet.

### **ARTICLE 2: Autorisation de prélèvement :**

La commune de Cervières est autorisée à prélever de l'eau dans le milieu naturel, à partir du captage du Blétonnet au titre du Code de l'Environnement.

### **ARTICLE 3 : Localisation**

L'ouvrage de captage du Blétonnet est situé sur la parcelle n° 370 Section G.

La ressource est composée de 4 drains qui arrivent par 5 arrivées distinctes dans le regard de captage.

Les coordonnées cartésiennes de l'ouvrage de captage sont :

**Lambert 93** : x = 995354 m ; y = 6423512 m et z = 1820 m

### **ARTICLE 4 : Capacité de prélèvement autorisée**

Les valeurs maximales d'exploitation autorisées sont :

- débit de prélèvement maximum instantané de 3,7 l/s (13,2 m³/h) et 317 m³/j
- volume maximum annuel de 88 000 m³

Afin de respecter les débits autorisés, les aménagements suivants devront être mis en place :

- les martelières du regard de répartition seront équipées d'un orifice calibré afin de respecter les débits autorisés
- les dispositifs de comptage seront positionnés à l'aval du regard de répartition et éventuellement équipés d'enregistreur automatique s'ils ne peuvent être relevés en hiver.

L'exploitant note sur un registre spécialement ouvert à cet effet :

- la localisation de l'installation de prélèvement, l'origine de l'eau prélevée,
- le type de l'installation de mesure et la date de pose initiale de cette installation,
- les relevés mensuels de l'index du ou des installations de mesure, ainsi que les volumes prélevés à partir de ces relevés d'index,
- les variations éventuelles de la qualité qu'il aurait pu constater,
- les changements constatés dans le régime des eaux,
- Les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou la mesure des prélèvements, et notamment les arrêts de comptage, qui sont mentionnés en indiquant la nature de l'incident, la date de constatation et de réparation de l'incident, le relevé de l'index du ou des installations de mesure aux dates de constatation et de réparation de l'incident,
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation, qui sont mentionnés en précisant la date de l'opération et le relevé de l'index avant et après cette opération.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondants à ces mesures et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative.

L'excédent capté retournera au milieu naturel au plus près du point de captage.

## **ARTICLE 5: Périmètres de protection**

Un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont mis en place pour protéger le point d'eau. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

### **ARTICLE 5.1: Périmètre de protection immédiate du captage**

Le périmètre de protection immédiate s'étendra sur une surface de 1661 m<sup>2</sup>. Il sera scindé en deux zones de part et d'autre du chemin afin de laisser de passage.

Les parcelles concernées sont les suivantes : n°370 en partie ; n° 378 en partie ; n° 401 en partie ; n° 403 en partie ; n° 404 en partie ; n°405 en partie ; n° 406 en partie ; n°407 en partie ; n° 973 en partie ; n° 975 en partie ; n° 977 en partie ; n° 979 en partie ; n° 985 en partie ; n° 989 en partie ; n° 990 en partie ; n° 1502 en partie SECTION G ° + chemin de la Croix sur 76 m<sup>2</sup>.

**Les terrains du périmètre de protection immédiate doivent être la propriété de la commune de Cervières.**

La commune de Cervières est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Ces périmètres seront clos (clôtures fixes avec portails fermés à clé, les clôtures doivent empêcher à la faune sauvage du secteur de pénétrer dans les périmètres de protection immédiate) ; les clôtures seront enterrées de quelques centimètres.

A l'intérieur de ce périmètre sont interdites toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sauf Autorisation accordée, au préalable, par l'autorité préfectorale après avis de l'Agence Régionale de Santé.

Tous travaux à l'intérieur de ce périmètre devront être signalés, au préalable, à l'autorité préfectorale, pour avis. La végétation présente sur le site doit être entretenue régulièrement.

Il sera maintenu sur les drains de captage une végétation herbacée (maintenir la strate herbacée) en veillant à ne pas laisser des broussailles, arbustes ou arbres envahir la zone. Les arbres et arbustes pouvant endommager les drains, des ouvrages ou les clôtures seront supprimés.

L'emploi de produits phytosanitaires est interdit. La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.

### **ARTICLE 5.2 : Périmètre de protection immédiate du réservoir des Ayes**

Le périmètre de protection immédiate du réservoir des Ayes s'étendra sur 15 m<sup>2</sup> sur la parcelle n° 502 Section I.

**Le terrain du périmètre de protection immédiate doit être la propriété de la commune de Cervières.**

La commune de Cervières est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

### ARTICLE 5.3 : Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étendra sur une surface de 37,568 hectares

Les parcelles concernées sont les suivantes : n° 13 en partie ; n°14 en partie ; n°15 en partie ; n°16 ; n°17 ; n°18 ; n°19 ; n°20 en partie ; n°21 en partie ; n°295 en partie ; n°297 ; n°298 ; n°378 en partie ; n°379 ; n°381 ; n° 382 ; n° 383 ; n° 384 ; n°385 ; n°386 ; n°387 ; n°388 ; n°389 ; n°390 ; n°391 ; n°392 ; n°393 ; n°394 ; n°395 ; n°397 ; n°398 ; n° 399 ; n° 401 en partie ; n° 403 en partie ; n° 404 en partie ; n° 405 en partie ; n° 406 en partie ; n° 407 en partie ; n° 413 ; n° 414 ; n° 415 ; n° 416 ; n° 418 ; n° 419 ; n° 420 ; n° 421 ; n° 422 ; n° 423 ; n° 424 ; n° 425 ; n° 426 ; n° 427 ; n° 428 ; n° 429 ; n°430 ; n°431 ; n°432 ; n°433 ; n°434 ; n°435 ; n°436 ; n°437 ; n°438 ; n°439 ; n° 440 ; n° 441 ; n° 442 ; n° 443 ; n° 444 ; n° 445 ; n°448 en partie ; n° 460 ; n° 461 en partie ; n°621 en partie ; n°964 ; n° 966 ; n°968 ; n°969 en partie ; n° 970 ; n°971 ; n°972 ; n° 973 en partie ; n° 974 ; n°975 en partie ; n° 976 ; n°977 en partie ; n°978 ; n°979 en partie ; n° 980 ; n° 981 ; n° 982 ; n° 983 ; n°984 ; n°985 ; n° 986 ; n° 987 ; n° 988 ; n° 989 en partie et n° 990 en partie SECTION G + le Chemin de la Croix sur 366 m<sup>2</sup> + le chemin de la Pinatelle + le chemin du Blétonnet + le chemin de La Place.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau, en particulier :

- Toute nouvelle construction,
- Les rejets d'eau usée d'origine domestique ou agricole,
- L'utilisation de produits phytosanitaires,
- La pose de canalisation de transport d'eau usée et de tout produit susceptible d'altérer la qualité des eaux,
- Le stockage, même temporaire, de tous produits susceptibles de polluer les eaux : produits chimiques, fuel, produits fermentescibles (fumier, lisier...)
- La création de route, piste ou de tout nouveau chemin d'exploitation ainsi que de parking,
- Les épandages de lisier, purins, fumiers, déchets fécaux, ou organiques de toute provenance, boues de station d'épuration,
- Les préparations, rinçage, vidanges de produits phytosanitaires et de tout produit polluant ainsi que l'abandon des emballages,
- Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux y compris les déchets inertes,
- La gestion et la création d'aire de camping ainsi que la pratique du camping sauvage,
- Le passage d'engins à moteur tout terrain de loisirs,
- La création de plan d'eau, mare, étang ou retenue,
- La modification du tracé des ruisseaux temporaires et fossés d'eaux pluviales,
- Le défrichement,
- La présence permanente d'animaux domestique ou de bétail, les rejets d'eau en puits perdu,
- L'exploitation des matériaux du sol et du sous-sol ainsi que toute excavation de plus de 2 mètres de profondeur,
- L'exploitation par de nouveaux ouvrages de prélèvement des eaux de la nappe,
- Les circuits pour véhicules motorisés (motos, quads, 4X4...)

Seront autorisés :

- Le passage des troupeaux sans stationnement ni pâturage (sans pierre à sel, dans zone de couchage, sans zone de traite)
- Les coupes de bois raisonnées et le débroussaillage dans un souci d'entretien des boisements et de protection contre le risque incendie
- La randonnée pédestre et la pratique du ski de fond y compris le damage en veillant à utiliser un engin ne présentant pas de fuite d'hydrocarbure (formation et information des agents, kit anti pollution, procédure de vérification des engins...).

L'autorisation d'activités ou d'aménagements pouvant porter atteinte à la qualité des eaux captées est conditionnée à la production d'un document technique justifiant de l'absence d'impact sur la qualité de l'eau ; ce document devra être transmis pour accord avant réalisation, à l'autorité sanitaire (Agence Régionale de Santé) qui pourra demander l'avis d'un hydrogéologue agréé.

## **ARTICLE 6 : Accès**

Les agents de l'Agence Régionale de Santé et des services chargés de l'application du Code de l'Environnement ou leurs délégataires ont constamment accès aux installations autorisées.  
L'accès au captage et aux principaux ouvrages devra faire l'objet d'une servitude de passage par acte notarié.

## **ARTICLE 7 : Travaux et aménagements**

- Régularisation des servitudes de passage par actes notariés
- Pose des clôtures (clôtures fixes avec portails) de 2 m de hauteur (enterrées de quelques centimètres) pour le périmètre de protection du captage.
- Fermeture sécurisée pour les ouvrages
- Débroussaillage et nettoyage des ouvrages et de la zone de protection immédiate
- Mise en place d'une dalle de répartition sous la couche de roulement du chemin d'accès (4 X 3 m)
- Mise en place d'une grille anti intrusion sur la vidange des regards (conduite surverse enterrée)
- Mise en place de plaques pleines inox à la place du caillebotis sur le regard de visite (bacs pieds secs)
- Déconnection de l'ancien drain (arrivée dans la chambre de captage)
- Reprise de la surverse du captage pour bipasser les arrivées 1 ; 2 et 4 (déconnexion étanche afin d'éviter toute contamination).
- Pose d'un orifice calibré sur les martelières du regard de répartition
- Pose des dispositifs de comptage des débits à l'aval du regard de répartition (éventuellement équipés d'enregistreur automatique s'ils ne peuvent être relevés en hiver).
- Mise en conformité des assainissements autonomes des Chalets du Blétonnet (voir avec le SPANC)

## **ARTICLE 8 : Notification des servitudes et droit de Prémption Urbain**

La commune de Cervières assure sans délai la notification du présent arrêté aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection.

La commune de Cervières peut instaurer un droit de préemption urbain sur les terrains du périmètre de protection rapprochée dans les conditions définies à l'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme.

## **ARTICLE 9 : Indemnités**

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires et aux occupants des terrains concernés par ce projet seront fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

## **ARTICLE 10 : Situation du prélèvement par rapport au Code de l'Environnement**

Le prélèvement d'eau au captage du Blétonnet est soumis à Déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement.

Il relève de la rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R 214.1 du Code de l'Environnement: Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion des nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an mais inférieur à 200 000 m<sup>3</sup>/an.

### **Distribution de l'eau**

## **ARTICLE 11 : Autorisation, modalité et réseau de distribution**

La commune de Cervières est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir du captage du Blétonnet, conformément au réseau décrit dans le dossier d'enquête publique et dans le respect des modalités suivantes :

- Le réseau de distribution et les ouvrages doivent être conçus et entretenus suivants les dispositions de la réglementation en vigueur.



- Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application.
- Tous les matériaux en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine doivent avoir obtenus leur ACS ( Attestation de Conformité sanitaire).
- Le captage du Blétonnet et le périmètre de protection immédiate sont la propriété de la commune de Cervières et sont aménagés conformément au présent arrêté.
- Les arrivées 1 ; 2 et 4 dans le regard de captage sont déconnectées du réseau d'eau communal. Elles ne seront utilisées qu'en cas de manque d'eau avéré et après vérification de la qualité bactériologique de l'eau de ces arrivées (analyse bactériologique).

## **ARTICLE 12 : Surveillance de la qualité de l'eau**

La commune de Cervières veille au bon fonctionnement du système de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée.

Sans préjudice du programme d'analyses de la qualité de l'eau prévu aux articles R. 1321-15 et R. 1321-16 et des analyses complémentaires prévues aux articles R. 1321-17 et R. 1321-18, la personne responsable de la production ou de la distribution d'eau est tenue de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette surveillance comprend notamment :

- 1° Une vérification régulière des mesures prises par la personne responsable de la production ou de la distribution d'eau pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations ;
- 2° Un programme de tests et d'analyses effectués sur des points déterminés en fonction des dangers identifiés que peuvent présenter les installations ;
- 3° La tenue d'un fichier sanitaire (ou carnet sanitaire) recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre. Le fichier sanitaire doit contenir les informations suivantes :

- Description des installations : provenance de l'eau, arrêté d'autorisation des captages d'eau potable et plan des réseaux mis à jour.

- Programme d'opérations périodiques : programme d'analyses et programme d'entretien et de maintenance.

- Protocoles et procédures : protocoles de désinfection des ouvrages et réseaux, procédures d'entretien et de maintenance.

- Enregistrements : relevé des compteurs de productions, relevé des teneurs en chlore (le cas échéant), registre des opérations périodiques de maintenance, registre des anomalies et dysfonctionnements, registre des analyses, registre des travaux effectués sur les installations d'eau (ouvrages réseaux), registre des non-conformités de l'eau et des mesures prises pour remédier à la situation, registre des remplacements de matériels.

En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient l'Agence Régionale de Santé dès qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

## **ARTICLE 13: Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune de Cervières selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 14: Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

Les agents de l'Agence Régionale de Santé et des services chargés de l'application et du Code de l'Environnement ou leurs délégataires ont constamment accès aux installations autorisées. Pour cela, des servitudes d'accès seront établies pour les propriétés privées traversées.

L'aménagement du captage doit permettre le prélèvement d'eau brute.

L'exploitant responsable des installations est tenu de laisser à disposition le registre d'exploitation.

## **ARTICLE 15: Information sur la qualité de l'eau distribuée**

Sont affichés en mairie, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

- ☐ L'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire.
- ☐ Les synthèses commentées que peut établir l'Agence Régionale de Santé sous forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par l'Agence Régionale de Santé concernant la qualité de l'eau devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

## **Dispositions diverses**

### **ARTICLE 16: Plans et visite de récolement**

La commune de Cervières établit des plans de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux. Ces plans sont adressés à l'autorité préfectorale et à l'Agence Régionale de Santé dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux. Après réception de ce document, une visite sera effectuée sur les lieux.

### **ARTICLE 17: Respect de l'application du présent arrêté**

La commune de Cervières veille au respect du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

### **ARTICLE 18: Durée de validité**

Les travaux et aménagements décrits ainsi que les achats ou expropriations éventuelles devront être réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Les dispositifs de comptage et de régulation des volumes prélevés sont installés dans les six mois suivant la notification du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage du Blétonnet participe à l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Cervières dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 19 : Modifications**

Toutes modifications notables apportées par le déclarant aux ouvrages ou installations de prélèvement (localisation, mode d'exploitation, débit, volume, secteurs desservis...) tout changement de type de moyen de mesure ou du mode d'évaluation des débits prélevés, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier d'autorisation sanitaire et de déclaration de prélèvement doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'autorité préfectorale.

### **ARTICLE 20 : Dispositions particulières**

L'article 4 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 1998 est abrogé.

### **ARTICLE 21: Notifications et publicité de l'arrêté**

☐ Le présent arrêté est notifié au maire de Cervières en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- la mise à disposition du public,

- l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois, (une mention de cet affichage est insérée en caractères permanents dans deux journaux locaux),
- sa notification individuelle sans délai aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection par lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article R1321.13 du Code de la Santé publique,
- son insertion dans les documents d'urbanisme.

#### **ARTICLE 22 : Délais de recours et droits des tiers**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès de la préfète des Hautes Alpes.

#### **ARTICLE 23 : Mesures exécutoires**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Alpes,  
La sous-préfète de Briançon,  
Le Maire de la commune de Cervières,  
Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Provence Alpes Côte d'Azur,  
Le Directeur Départemental des Territoires,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Alpes.

**La préfète,**

Pour la préfète et par délégation,  
La secrétaire générale  
de la préfecture des Hautes-Alpes



AGNÈS CHAVANON

#### **Documents annexés :**

- Plans parcellaires délimitant les périmètres de protection : 2 pages A4 couleur
- États parcellaires : 9 pages

VU pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral en  
date de ce jour,  
Gap, le **02- AVRIL 2019**  
Pour le Préfet et par délégation



Dossier d'enquête publique

**ETAT PARCELLAIRE**

Pour la préfète et par délégation,  
la secrétaire générale

ICEA - Septembre 2017

*Agnès CHAVANON*

### 3.2 Plan parcellaire des périmètres de protection

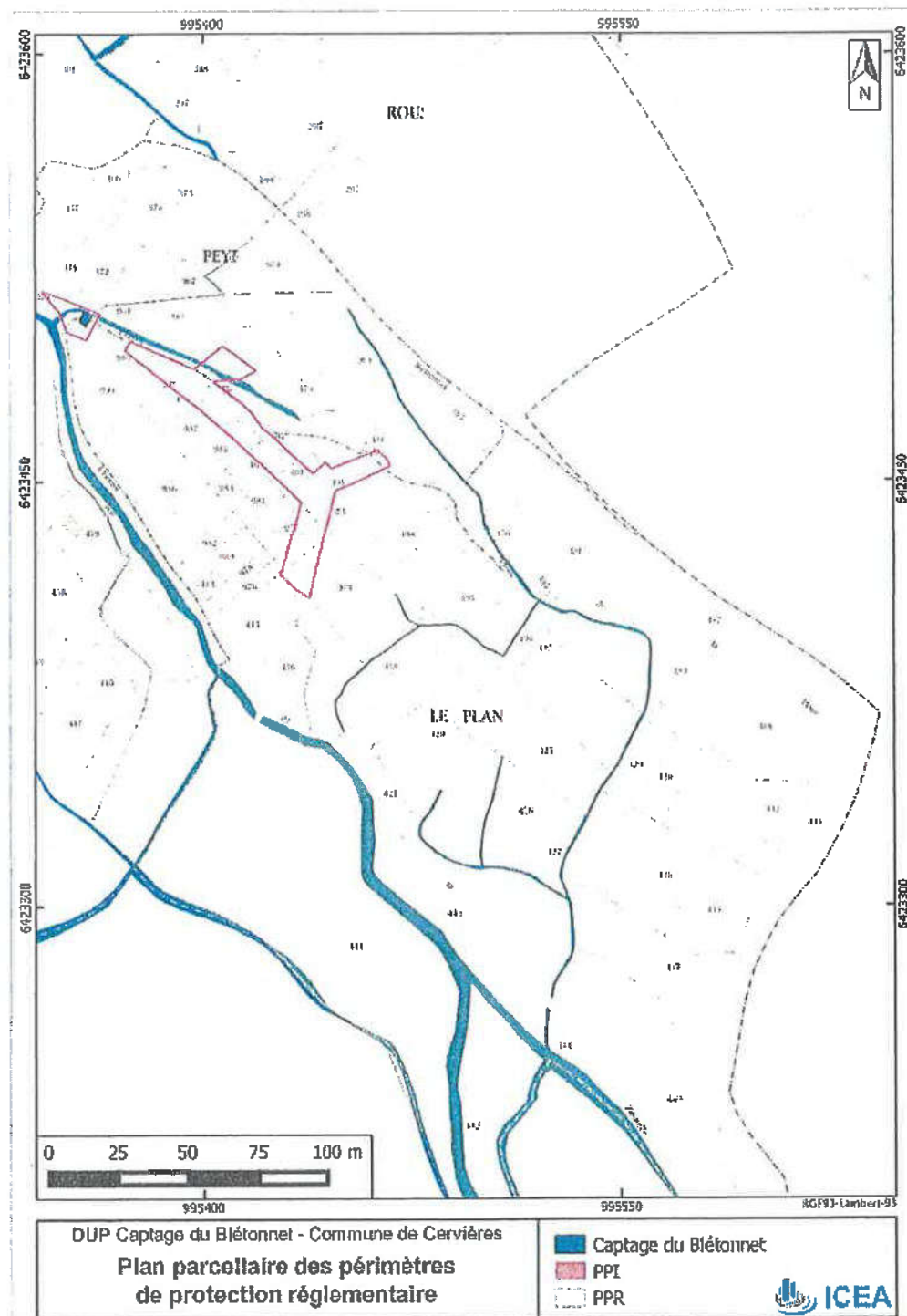


Figure 35 : Plan parcellaire 1<sup>re</sup> partie



VU pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral n° 2019  
date de 02 AVR. 2019  
Gap, le 02 AVR. 2019

## ETAT PARCELLAIRE

Pour la préfète par délégation,  
la secrétaire générale

Agnès CHAVANON  
ICEA - Septembre 2017



Dossier d'enquête publique

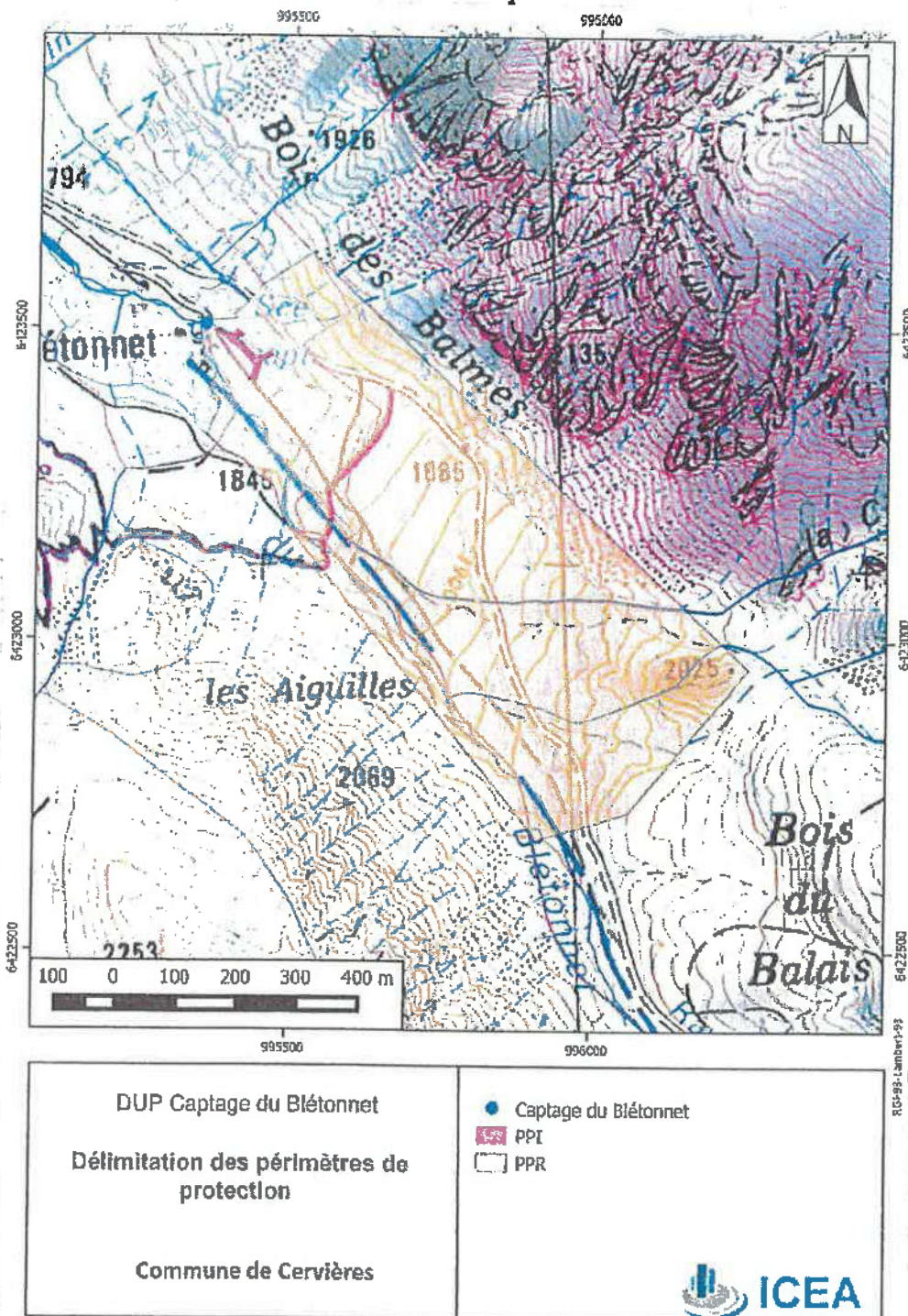


Figure 34 : Localisation des périmètres de protection de captage du Blétonnet



Dossier d'enquête publique

VU pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral en date de 02 AVR. 2019  
Gap, le 02 AVR. 2019

Pour la préfète et par délégation,  
la secrétaire générale

Agnes CHAVANON

ICCA - Septembre 2017

Parcelle	Surface totale (m <sup>2</sup> )	Surface concernée par le PPI (m <sup>2</sup> )	Occupation	Dénomination du propriétaire	Adresse du propriétaire	Date de naissance
Chemin de la Croix	442	76		Commune de Cervières		
G370	80	37	Landes	Indivision FAURE BRAC André Louis / Jean Joseph / Marie Eugénie Catherine	M. FAURE-BRAC André Louis : 8 bâtiment D - Apt 24 - Avenue du 159e Ria 05100 BRIANCON	
G378	588	120	Landes	Bien Sans Maître		
G401	262	225	Prés	Bien Sans Maître		
G403	136	77	Landes	Indivision FAURE-BRAC	M. FAURE-BRAC Jean Joseph 32 Le chef Lieu 05100 Cervières	07/03/1934
G404	254	120	Prés	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G405	392	200	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G406	177	83	Landes	Bien Sans Maître		
G407	121	57	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G973	1307	152	Landes	Mme. MATHONNET Mireille Marie Elise	45 Rue du Melezin 05100 Villar-saint-pancrace	08/06/1938
G975	340	120	Landes	Bien Sans Maître		
G977	142	43	Landes	Indivision FAURE-BRAC	M. FAURE-BRAC Jean Joseph 32 Le chef Lieu 05100 Cervières	07/03/1934

Captage du Biétonnet

79

Commune de Cervières



Dossier d'enquête publique

Vu pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral en  
date de 02 AVR. 2019  
Gaop, le

**ETAT PARCELLAIRE**  
Pour la préfecture par délégation,  
la secrétaire générale

*Agnès CHAVANON*

ICEA - Septembre 2017

Parcelle	Surface totale (m <sup>2</sup> )	Surface concernée par le PPI (m <sup>2</sup> )	Occupation	Dénomination du propriétaire	Adresse du propriétaire	Date de naissance
G979	218	80	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef lieu 05100 Cervières	
G985	307	83	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef lieu 05100 Cervières	
G989	411	120	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef lieu 05100 Cervières	
G990	589	53	Prés	Indivision MATHONNET/RICHARD	Mme RICHARD Simone Geneviève 49 Rue Saint Roch 05100 Briançon	02/01/1936
I502	574	15	Prés	Mme ALBERTIN Jeanne Marie Thérèse	13 A rue Marie de Bourgogne 21850 SAINT APOLLINAIRE	11/01/1928



Dossier d'enquête publique

**NOTA pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral en  
date de 06/24/09/2019  
Gap, le 06/24/09/2019**

**ETAT PARCELLAIRE**  
Pour la préfetlet par délégation,  
la secrétaire générale

**Agnes CHAVANON**

ICEA - Septembre 2017

Parcelle	Lieu-dit	Surface totale (m <sup>2</sup> )	Surface concernée par le PPR (m <sup>2</sup> )	Occupation	Dénomination du propriétaire	Adresse du propriétaire	Date de naissance
G13	Bois Balais	364295	7000	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G14	Bois Balais	580741	54430	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G15	Bois Balais	32037	15380	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G16	Bois Balais	26584	26584	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G17	Bois Balais	47889	47889	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G18	Balme de Jérôme	30757	30757	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G19	Balme de Jérôme	43250	43250	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G20	Balme de Jérôme	141613	35800	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G21	Balme de Jérôme	309559	16660	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G295	Roussière	19591	13000	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G297	Roussière	295	295	Landes	M. CEZANNE-BERT Joseph Michel	UDAF - Mme MAGNAN Boulevard Georges Pompidou 05000 Gap	05/02/1921
G298	Roussière	124	124	Landes	Indivision FAURE-BRAC	M. FAURE-BRAC Jean Joseph 32 Le chef Lieu 05100 Cervières	07/03/1934
G378	Le plan	588	468	Landes	Bien Sans Maître		
G379	Peyre	480	480	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G381	Peyre	58	58	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G382	Peyre	481	481	Landes	Indivision FAURE-VINCENT / CEZANNE-BERT	M. FAURE VINCENT Auguste Etienne Jean Boulevard Pasteur 05200 Embrun	15/09/1934
G383	Peyre	170	170	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	

Capitane du Blétonnet

88

Commune de Cervières



VU pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral n° 2016  
date de 02 AVR. 2016  
Gap, le 02 AVR. 2016

**ETAT PARCELLAIRE**  
Pour la préfet et par délégation,  
la secrétaire générale

Agnes CHAVANON

ICEA - Septembre 2017

Parcelle	Lieu-dit	Surface totale (m²)	Surface concernée par le PPR (m²)	Occupation	Dénomination du propriétaire	Adresse du propriétaire	Date de naissance
G384	Le Plan	245	245	Landes	Indivision MATHONNET / RICHARD	Mme. RICHARD Simone Geneviève 49 Rue Saint Roch 05100 Briançon	02/01/1936
G385	Le Plan	40	40	Landes	Indivision MATHONNET / RICHARD	Mme. RICHARD Simone Geneviève 49 Rue Saint Roch 05100 Briançon	02/01/1936
G386	Le Plan	2078	2078	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G387	Le Plan	543	543	Landes	Indivision FAURE-VINCENT	M. FAURE-VINCENT Michel Vincent 49 Le Chef Lieu 05100 Cervières	14/01/1937
G388	Le Plan	2595	2695	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G389	Le Plan	435	435	Landes	Indivision MATHONNET / RICHARD	Mme. RICHARD Simone Geneviève 49 Rue Saint Roch 05100 Briançon	02/01/1936
G390	Le Plan	623	623	Près	M. CEZANNE-BERT Joseph Michel	UDAF - Mme. MAGNAN Boulevard Georges Pompidou 05200 Gap	05/02/1921
G391	Le Plan	868	868	Près	Indivision FAURE-BRAC	M. FAURE-BRAC Jean Joseph 32 Le Chef Lieu 05100 Cervières	07/03/1934
G392	Le Plan	219	219	Près	Indivision FAURE-VINCENT	M. FAURE-VINCENT Michel Vincent 49 Le Chef Lieu 05100 Cervières	14/01/1937
G393	Le Plan	106	106	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G394	Le Plan	218	218	Près	Bien Sans Maître		
G395	Le Plan	787	787	Près	Indivision CEZANNE-BERT	M. CEZANNE-BERT Serge Jean Claude 224 Allée des Granges 84270 Vedène	13/10/1944
G397	Le Plan	484	484	Près	Indivision FAURE-BRAC	M. FAURE-BRAC Jean Joseph 32 Le chef Lieu 05100 Cervières	07/03/1934
G398	Le Plan	378	378	Près	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G399	Le Plan	189	189	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	

Captage du Blétonnet

89

Commune de Cervières



Dossier d'enquête publique

VU pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral en  
date du 12 AVR. 2019  
Gap, le 12 AVR. 2019

Agnes-CHAVANON

ICEA - Septembre 2017

## ETAT PARCELLAIRE

Pour la préfecture par délégation,  
la secrétaire générale

Parcelle	Lieu-dit	Surface totale (m <sup>2</sup> )	Surface concernée par le PPR (m <sup>2</sup> )	Occupation	Dénomination du propriétaire	Adresse du propriétaire	Date de naissance
G401	Le Plan	262	37	Près	Bien Sans Maître		
G403	Le Plan	136	59	Landes	Indivision FAURE-BRAC	M. FAURE-BRAC Jean Joseph 32 Le chef Lieu 05100 Cervières	07/03/1934
G404	Le Plan	254	134	Près	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G405	Le Plan	392	192	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G406	Le plan	177	94	Landes	Bien Sans Maître		
G407	Le plan	121	64	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G413	Le Plan	73	73	Près	Indivision MATHONNET / RICHARD	Mme RICHARD Simone Geneviève 49 Rue Saint Roch 05100 Briançon	02/01/1936
G414	Le Plan	32	32	Près	Bien Sans Maître		
G415	Le Plan	536	536	Près	Indivision GAUBERT Fabien / GAUBERT Sylvain / RIFFIER Jean Marie	M. RIFFIER Jean-Marie 37 Rue du Génie 13003 Marseille	27/02/1943
G416	Le Plan	567	567	Près	Bien Sans Maître		
G418	Le Plan	602	602	Près	Mme. MATHONNET Mireille Marie Elise	45 Rue du Melezin 05100 Villar-saint- pancrace	08/06/1938
G419	Le Plan	603	603	Près	Mme. LIONNAZ Louise Marguerite	Avenue de Vallouise 05210 L'Argentière-la- Besse	
G420	Le Plan	1087	1087	Près	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G421	Le Plan	218	218	Près	M. CEZANNE-BERT Joseph Michel	UDAF - Mme. MAGNAN Boulevard Georges Pompidou 05200 Gap	05/02/1921
G422	Le Plan	1134	1134	Près	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G423	Le Plan	750	750	Près	M. CEZANNE-BERT Joseph Michel	UDAF - Mme. MAGNAN Boulevard Georges Pompidou 05200 Gap	05/02/1921

Captage du Biétonnet

90

Commune de Cervières

NU pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral en  
date du 02 AVR. 2019  
Gap, le 02 AVR. 2019

ETAT PARCELLAIRE  
Pour la préfecture par délégation,  
la secrétaire générale

ICEA - Septembre 2017

Agnes-CHAVANON

Parcelle	Lieu-dit	Surface totale (m²)	Surface concernée par le PPR (m²)	Occupation	Dénomination du propriétaire	Adresse du propriétaire	Date de naissance
G424	Le Plan	423	423	Près	M. BRUNET André Charles Edouard	Pont Baldy La Peziere Hameau de Font Christianne 05100 Briançon	27/12/1944
G425	Le Plan	778	778	Près	Indivision MATHONNET / RICHARD	Mme RICHARD Simone Geneviève 49 Rue Saint Roch 05100 Briançon	02/01/1936
G426	Le Plan	858	858	Près	M. FAURE GIGNOUX Edouard	131 Le Chef Lieu 05100 Cervières	
G427	Le plan	227	227	Landes	M. FAURE GIGNOUX Edouard	131 Le Chef Lieu 05100 Cervières	
G428	Le Plan	835	835	Près	Indivision MATHONNET / RICHARD	Mme RICHARD Simone Geneviève 49 Rue Saint Roch 05100 Briançon	02/01/1936
G429	Le Plan	379	379	Près	Bien Sans Maître		
G430	Le Plan	335	335	Près	M. FAURE GEORGS Auguste	05120 L'Argentière-la-Besse	
G431	Le Plan	667	667	Près	Pté CEZANNE-BERT Philippe et gérant CEZANNE-BERT Odette	38 Le Chef Lieu 05100 Cervières	30/10/1948
G432	Le Plan	394	394	Près	Indivision FAURE-VINCENT	M. FAURE-VINCENT Michel Vincent 49 Le Chef Lieu 05100 Cervières	14/01/1937
G433	Le Plan	509	509	Près	Indivision MATHONNET / RICHARD	Mme RICHARD Simone Geneviève 49 Rue Saint Roch 05100 Briançon	02/01/1936
G434	Le Plan	669	669	Près	Bien Sans Maître		
G435	Le Plan	826	826	Près	Indivision FAURE-BRAC	M. FAURE-BRAC Jean Joseph 32 Le chef Lieu 05100 Cervières	07/03/1934
G436	Le Plan	715	715	Près	Indivision DISDIER / FAURE-VINCENT	M. DISDIER Joseph 4 L'area rue Morand 05100 Briançon	12/03/1921
G437	Le Plan	1863	1863	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G438	Le Plan	696	696	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	



Dossier d'enquête publique

VU pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral en  
date de **02 AVR. 2019**  
Gap, le **02 AVR. 2019**

**Agnes CHAVANON**

ICEA - Septembre 2017

## ETAT PARCELLAIRE

Pour la préfecture par délégation,  
la secrétaire générale

Parcelle	Lieu-dit	Surface totale (m <sup>2</sup> )	Surface concernée par le PPR (m <sup>2</sup> )	Occupation	Dénomination du propriétaire	Adresse du propriétaire	Date de naissance
G439	Le Plan	240	240	Futaies résineuses	M. FAURE-GIGNOUX Alphonse Marius	61 Le Chef Lieu 05100 Cervières	20/06/1924
G440	Le plan	2760	2760	Futaies résineuses	Indivision FAURE BRAC / FAURE- GIGNOUX / CHOLLIER / FAURE VINCENT / FAURE / BARNEUD ROUSSET	Mr. FAURE Gilbert : 35 rue du Serre Paix 05100 BRIANCON	
G441	Le Plan	189	189	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G442	Le Plan	1452	1452	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G443	Le Plan	1141	1141	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G444	Le Plan	7326	7326	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G445	Lubac	689	689	landes	Bien Sans Maître		
G448	Lubac	5112	1470	Futaies résineuses	Commune de Cervières	05100 Cervières	
G460	Lubac	161	161	landes	Pté Mme. VINCENZI Roberte / Nu- propriétaire VINCENZI et EMMARD / Usufructier DESREUMAUX	Mme VICENZI Robert Jeanne 19 Le Martinet Che de Fortville 05100 Briançon	10/09/1952
G461	Lubac	1433	73	Sols	Indivision ANCELIN / BARBERO	M. ANCELIN Jean François La Chaup Rue du Brec 04400 ENCHASTRAYES	12/08/1946
G621	Les Aiguilles	757585	23050	Futaies résineuses	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G964	Peyre	69	69	landes	Bien Sans Maître		
G966	Peyre	454	454	landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G968	Peyre	2048	2048	landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G969	Peyre	704	621	landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G970	Peyre	20	20	landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G971	Le Plan	22	22	landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G972	Le Plan	18	18	landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	





Dossier d'enquête publique

VU pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral en  
date de **02 AVR. 2019**  
Gap, le **02 AVR. 2019**

**ETAT PARCELLAIRE**  
Pour la préfectet par délégation,  
la secrétaire générale

**Agnes CHAVANON**

ICFA - Septembre 2017

Parcelle	Lieu-dit	Surface totale (m <sup>2</sup> )	Surface concernée par le PPR (m <sup>2</sup> )	Occupation	Dénomination du propriétaire	Adresse du propriétaire	Date de naissance
G973	Le plan	1307	1255	Landes	Mme. MATHONNET Mireille Marie Elisa	45 Rue du Melezin 05100 Villar-saint- pancrace	08/06/1938
G974	Le Plan	555	555	Près	Mme. MATHONNET Mireille Marie Elisa	45 Rue du Melezin 05100 Villar-saint- pancrace	08/06/1938
G975	Le plan	340	220	Landes	Bien Sans Maître		
G976	Le Plan	156	156	Près	Bien Sans Maître		
G977	Le plan	142	99	Landes	Indivision FAURE-BRAC	M. FAURE-BRAC Jean Joseph 32 Le chef lieu 05100 Cervières	07/03/1934
G978	Le Plan	138	138	Terres	Indivision FAURE-BRAC	M. FAURE-BRAC Jean Joseph 32 Le chef lieu 05100 Cervières	07/03/1934
G979	Le plan	218	138	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef lieu 05100 Cervières	
G980	Le plan	247	247	Près	Indivision FAURE-VINCENT	M. FAURE-VINCENT Michel 49 Le Chef lieu 05100 Cervières	14/01/1937
G981	Le Plan	132	132	Landes	Indivision FAURE-BRAC	M. FAURE-BRAC Jean Joseph 32 Le chef lieu 05100 Cervières	07/03/1934
G982	Le Plan	172	172	Près	Indivision FAURE-BRAC	M. FAURE-BRAC Jean Joseph 32 Le chef lieu 05100 Cervières	07/03/1934
G983	Le Plan	97	97	Landes	Indivision FAURE VINCENT Antoine / FAURE VINCENT Joseph	M. FAURE-VINCENT Joseph Le Chef-lieu 05100 Cervières	
G984	Le Plan	387	387	Près	Indivision FAURE VINCENT Antoine / FAURE VINCENT Joseph	M. FAURE-VINCENT Joseph Le Chef-lieu 05100 Cervières	
G985	La plan	307	224	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef lieu 05100 Cervières	
G986	Le Plan	332	332	Près	Indivision MATHONNET/RICHARD	Mme. RICHARD Simone Geneviève 49 Rue Saint Roch 05100 Briançon	02/01/1936

Captage du Biétonnet

93

Commune de Cervières



Parcelle	Lieu-dit	Surface totale (m <sup>2</sup> )	Surface concernée par le PPR (m <sup>2</sup> )	Occupation	Dénomination du propriétaire	Adresse du propriétaire	Date de naissance
G987	Le Plan	199	199	Landes	M. BRUNET André	Pont Baldy La Peziere Hameau de Font Christianne 05100 Briangon	27/12/1944
G988	Le Plan	611	611	Près	M. BRUNET André	Pont Baldy La Peziere Hameau de Font Christianne 05100 Briangon	27/12/1944
G989	Le plan	411	291	Landes	Commune de Cervières	1 Le chef Lieu 05100 Cervières	
G990	Le plan	589	536	Près	Indivision MATHONNET/RICHARD	Mme. RICHARD Simone Geneviève 49 Rue Saint Roch 05100 Briangon	02/01/1936
Chemin de la Croix		442	366		Commune de Cervières		
Chemin de la Pinatelle		1422	1422		Commune de Cervières		
Chemin du Blétonnet		6550	6550		Commune de Cervières		
Chemin de la Place		160	160		Commune de Cervières		

**YU pour être annexé à l'arrêté préfectoral en date de 02 AVR. 2019**  
Gap, le 02 AVR. 2019

### ETAT PARCELLAIRE

Pour la préfecture par délégation,  
la secrétaire générale

  
Agnès CHAVANON